



MANIFESTE *POUR UN MONDE* RÉSILIENT

7 thématiques pour changer le système et bâtir une société respectueuse du vivant



WWW.CELL.LU

AVANT PROPOS	5
1. SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE	7
2. RESPECT DU VIVANT	15
3. SOBRIÉTÉ ÉCONOMIQUE	21
4. TRANSITION DÉMOCRATIQUE	31
5. TERRITOIRES EN TRANSITION	41
6. SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE	47
7. TRANSITION SOCIÉTALE	57

PARCE QUE NOUS NE POUVIONS PLUS NOUS TAIRE...

Pionnière de la transition écologique et sociale au Luxembourg depuis plus de 10 ans, CELL n'était probablement pas attendue sur la rédaction d'un manifeste. Nous continuons à vouloir être une organisation « grassroots » qui fait les choses, plutôt que de simplement les dire.

Toutefois, à force de ne pas prendre la parole, nous avons le sentiment que le message politique de notre association était un peu trop mis en arrière-plan, alors que celui-ci revêt une extrême importance pour notre mouvement.

Face à la crise écologique, la crise du vivant, la crise climatique, nous ne pouvions plus nous taire.

Alors, à l'aube des élections législatives dans notre pays, plusieurs d'entre nous ont décidé de prendre la plume pour faire cette déclaration écrite et publique, par laquelle nous exposons un programme d'actions voire une position politique du mouvement de la transition. Rédiger ce manifeste était aussi sans doute pour nous, une manière de « formaliser » un projet de société, un rêve collectif qui va au-delà des seules questions écologiques.

Au fil de 7 thématiques, vous découvrirez ainsi le programme de changement que nous voulons voir, et vous comprendrez, nous l'espérons, quel est le lien entre la vision politique et les projets portés par CELL – offrir à la vue de tous·tes « la vision globale et la vision du détail », comme on dirait en permaculture !

Nous espérons qu'après lecture de ce programme, vous aurez envie d'agir et de rejoindre notre mouvement. Nous sommes convaincu·es que bâtir un monde résilient est encore possible... mais pas sans vous !

Delphine Dethier



1. SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Saviez-vous que le Luxembourg produit seulement 3,2 % de ses fruits et légumes ? Autrement dit, le contenu notre assiette dépend davantage des importations de biens alimentaires que du travail des agriculteur·trices de notre pays. N'est-ce pas absurde ?

La transition alimentaire nous invite à concevoir un système alimentaire résilient, de la production à la consommation, en passant par la distribution ou encore la politique foncière et agricole. Elle passe par la conscientisation de notre alimentation et de nos capacités à nous nourrir. Cette transition passe par une transformation profonde du système alimentaire, c'est-à-dire la façon dont les êtres humains s'organisent dans l'espace et dans le temps pour obtenir, transformer, commercialiser, distribuer et consommer leur nourriture.

1.1 NOTRE VISION POUR DEMAIN

Les besoins en alimentation des habitant·es de la planète sont couverts grâce à une production agricole biologique, locale et durable.

- Nous rêvons d'une souveraineté alimentaire pour le Luxembourg comme pour tous les pays du monde, incluant le Droit pour chaque être humain à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite avec des méthodes durables.
- Nous pensons que les populations devraient avoir le droit de définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires.
- Nous rêvons d'un système alimentaire ou l'agroécologie serait un modèle accepté de tous·tes impliquant une gestion adaptée de l'eau, la mutualisation et la relocalisation des outils de transformation et de stockage, l'autonomie en semences, une production diversifiée, le recyclage des nutriments, etc.

1.2 LE PROBLÈME: DU MODÈLE AGRICOLE INDUSTRIALISÉ AU GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Au Luxembourg

- Le Luxembourg produit seulement 3,2 % de ses fruits et légumes.
- Seule 5 % de la production agricole au Luxembourg est biologique alors que le plan d'action national prévoit d'atteindre 20 % en 2025.
- Alors que l'empreinte écologique idéale d'un être humain pour satisfaire l'ensemble de ses besoins (habitat, énergie, services, transports, alimentation) est de 1,78 hectare, celle des Luxembourgeois·es est de 9,41, dont 2,58 pour l'empreinte alimentaire à elle seule.

Dans le monde

- En Europe, le gaspillage alimentaire représente 127 kg par habitant·e en 2020.
- 58 % des pertes alimentaires mondiales au niveau des producteur·trices se produisent en réalité dans les régions à revenu intermédiaire et élevé.
- L'agriculture mondiale industrialisée produit près de 50 % des gaz à effet de serre par an.
- Plus de 700 millions de personnes souffrent encore de la faim.
- 3 milliards d'êtres humains dans le monde souffrent de maladies chroniques dues à la nourriture.
- 700 millions d'humains sont obèses, tandis que 2 milliards sont en surpoids.

- La viande, l'aquaculture, les œufs et les produits laitiers sont responsables d'environ 56 à 58 % des émissions de gaz à effet de serre de l'ensemble de la chaîne alimentaire, et ils utilisent autour de 83 % des terres arables dans le monde. Pourtant, seules 37 % de nos protéines et 18 % de nos calories proviennent de ces produits.
- Le passage d'un régime carné à un régime végétarien permet de réduire de 10% son empreinte carbone.
- Autrefois, nous mangions 10 000 espèces de plantes... Aujourd'hui nous dépendons de moins de 10 types de culture différentes.
- Plus de 90 % de la biodiversité en agriculture a disparu à cause de l'agriculture industrielle et avec elle la diversité dont nous avons besoin pour un régime alimentaire équilibré et sain.

Comment bâtir un nouveau système ?

- Comment accompagner la transition du modèle agricole dominant vers les modèles plus durables, résilients et rémunérateurs ?
- Comment mieux protéger et partager le foncier, contribuer à l'installation de nouveaux agriculteur·trices, et démocratiser les politiques agricoles ?
- Comment rendre accessible à toutes et à tous une alimentation de qualité et garantir le droit à l'alimentation ?
- Comment conduire la transition écologique de l'agriculture tout en garantissant notre souveraineté alimentaire à moyen et long terme ?

« Quand le dernier arbre aura été abattu - Quand la dernière rivière aura été empoisonnée - Quand le dernier poisson aura été pêché - Alors on saura que l'argent ne se mange pas. »

Geronimo

1.3 LES SOLUTIONS : VERS DES MODÈLES DE TRANSITION ALIMENTAIRE EFFICACES

Nous voulons une transformation profonde du modèle agricole dominant vers des modèles agroécologiques respectueux de l'être humain et de son environnement.

Une feuille de route pour transformer en profondeur le modèle agricole actuel

La transition alimentaire prend en considération l'interconnexion sectorielle et met en œuvre les actions qui dépassent la thématique alimentaire en intégrant par exemple les questions d'aménagement du territoire, de l'eau, de la mobilité, du logement, de l'emploi, etc.

- Nous devons réorienter progressivement l'ensemble des soutiens publics à l'agriculture incompatibles avec la préservation de l'environnement vers la transition écologique et les soutiens à l'investissement d'ici 2030.
- Il est urgent d'adapter les programmes de formation agricole – initiale et continue – en intégrant les compétences nécessaires aux agriculteur·trices pour être des chefs d'entreprise polyvalents.
- Il faut développer des outils de diagnostic et d'affichage de la qualité des sols, en se dotant d'un objectif à dix ans sur la régénération des sols qui sont le plus dégradés.
- Déployer un affichage environnemental obligatoire des produits alimentaires pour donner aux consommateurs une information fiable sur l'impact de leur régime alimentaire sur le climat et la biodiversité.

Sources d'informations

www.eisegaart.cell.lu

www.sosfaim.lu

www.changeonsdemenu.lu

www.antigaspi.lu

www.fao.org

<https://pactetransition-legislatives.org/agriculture-alimentation/>

www.ec.europa.eu/eurostat/en/web/products-eurostat-news/-/ddn-20220925-2



Crédit schéma : Joseph Maussion pour les Greniers d'Abondance

https://fr.wfp.org/histoires/11-faits-sur-les-peres-alimentaires-et-le-gaspillage-et-le-lien-avec-les-systemes?_ga=2.170790055.644649802.1661947365-1777306841.1661175669

<https://www.pacte-transition.org/#mesures>

<https://theshiftproject.org>

« Vivant, La Relève et La Peste », Vandana Shiva, Pablo Servigne, Lamya Essemlali, Valérie Cabanes, Jonathan Attias, Sebastien Bohler, Laurie Debove, Gauthier Chapelle, Manuel Cervera-Marzal.

J. Poore & T. Nemecek, « Reducing food environmental impacts through producers and consumers », in Science, 1^{er} juin 2018, vol. 360, n° 6392, pp. 987-992. <https://bit.ly/2J2HhDu>

L'ACTION DE CELL

POUR LA TRANSITION ALIMENTAIRE

Urban Gardening et Polynatur : à travers ces deux projets, les jardins communautaires bénéficient d'accompagnements et de formations autour des pratiques de jardinage, de la permaculture, ou encore, de la préservation des pollinisateurs.

Projet de recherche participative : chaque année, un projet de recherche est mené par les jardinier-es, autour de sujets variés comme la densification des cultures, l'irrigation ou encore la présence de pollinisateurs. Cela permet de se questionner sur nos pratiques et d'apprendre collectivement à élaborer et mener un protocole autour de l'alimentation.

Le réseau de semences citoyennes : ce réseau soutenu par CELL produit et partage des semences, aux côtés de semenciers artisanaux, tel que SEED asbl. Cela permet d'obtenir des plantes adaptées aux conditions de notre région.

Terra Preta x CELL : dans un souci d'inverser les effets du changement climatique, la question de la séquestration du carbone est adressée à travers un projet de Terra Preta, sur sols urbains, qui prend en compte des questions agronomiques, environnementales et économiques.

AGISSONS ENSEMBLE !

JE SUIS UN·E CITOYEN·NE

- ✓ Je crée ou je rejoins un jardin communautaire
- ✓ Je reproduis mes semences et je rejoins le réseau de semences citoyennes
- ✓ Je consomme des produits locaux, biologiques, de saison en circuit court, le moins emballés possible, et assurant une juste rémunération des producteur·trices
- ✓ Je privilégie les produits frais et le moins transformés possibles
- ✓ Je mange plus végétal
- ✓ Je consomme avec sobriété
- ✓ Je diversifie mon alimentation

JE SUIS UN·E POLITIQUE

- ✓ Je mets des terres à disposition des citoyen·ne·s ou des maraîcher·e·s
- ✓ Je crée des composts de quartier, je soutiens les besoins matériels et mets du personnel à disposition
- ✓ Je mets en place un budget participatif
- ✓ Je soutiens la création d'un food council, de programmes alimentaires et de coopératives alimentaires
- ✓ Je laisse des zones non constructibles, j'arrête des projets de construction sur les espaces non scellés
- ✓ Je crée/laisse la place à des ceintures vertes/alimentaires
- ✓ Je lance des projets de participation citoyenne pour connaître l'intérêt de la population sur leur engagement dans cette thématique
- ✓ Je promeus les cuisines collectives, j'installe un frigo solidaire dans ma commune
- ✓ Je favorise les projets sur la biodiversité, j'interdis les jardins de graviers
- ✓ J'adopte une législation adaptée à l'agroécologie et soutiens la transition des agriculteur·trices vers l'agroécologie ou l'agriculture régénérative
- ✓ Je plante des arbres et arbustes fruitiers dans les espaces verts communaux
- ✓ Je mène des campagnes de communication massives pour valoriser les diètes moins carnées et plus équilibrées



2. RESPECT DU VIVANT

Un seul chiffre et tout est dit : dans le monde, une espèce animale ou de plante disparaît toutes les 20 minutes. Et tandis que l'on bétonne nos précieux espaces verts, c'est non seulement la biodiversité mais aussi notre propre avenir qui sont menacés.

Le respect du vivant consiste à prendre soin et à veiller sur les êtres vivants et leurs écosystèmes. C'est aussi considérer les interdépendances entre toutes les espèces. C'est se donner les moyens de coexister dans toutes nos altérités et la solidarité pour toutes les formes de vie. C'est le partage équitable et en conscience de la Terre. C'est l'invention et l'apprentissage de nouvelles manières d'être vivants. C'est une alliance diplomatique subtile, interspécifique, consciente et sensible.

2.1 NOTRE VISION POUR DEMAIN

Toute action ou intervention humaine est réfléchiée en tenant compte du respect du vivant sous toutes ses formes.

- Nous rêvons d'une conscience profonde et permanente de vivre sur une planète dont les ressources sont limitées et qu'il faut préserver coûte que coûte.
- Nous défendons le concept de justice climatique.
- Nous souhaitons que chacun·e puisse se doter d'une conscience aiguë de l'impact de toute action humaine sur la nature, sur les autres et sur soi-même.

2.2 LE PROBLÈME : DE LA PERTE DE LA BIODIVERSITÉ À LA MENACE DE NOTRE PROPRE SURVIE

- Environ 5 000 m² de sols sont artificialisés chaque jour au Luxembourg, soit 240 terrains de football par an. Le taux d'imperméabilisation du sol national est de 6,8 %.
- 12,5 % du Luxembourg est artificialisé. Les données indiquent que 176,5 km² du sol luxembourgeois étaient imperméabilisés en 2018.
- Seulement 13,4 % des arbres sont sains au Luxembourg, un chiffre qui ne cesse de diminuer en raison du réchauffement climatique.
- En Allemagne, la biomasse des insectes volants a diminué de 75% en à peine 30 ans (les données pour le Luxembourg ne sont pas disponibles).
- En France, le nombre de chauve-souris a diminué de 38 % en 10 ans.
- 75 % des environnements terrestres sont « sévèrement altérés » par les activités humaines et 40 % pour les environnements marins (IPBES).
- Dans le monde, une espèce animale ou de plante disparaît toutes les 20 minutes.
- Chaque jour 3,8 milliards d'animaux sont tués.

Comment bâtir un nouveau système ?

- Comment sortir de la vision excluante nature / humains ?
- Comment concilier nos modes de vies et l'arrêt de l'artificialisation des sols ?
- Comment incarner le *care* et le généraliser à tout le vivant ?
- Comment éviter la disparition de la biodiversité sauvage et cultivée ?

2.3 LES SOLUTIONS : RESPECTER LE VIVANT SOUS TOUTES SES FORMES

Le respect du vivant implique une connexion profonde et permanente entre l'être humain et son environnement. Il s'agit de se doter d'une conscience aiguë de l'impact de toute action humaine sur la nature, sur les autres et sur soi-même.

Avoir des égards pour toute forme de vie

- Élargir son point de vue et se soucier des interdépendances pour chaque action ou intervention humaine.
- Préserver les trames vertes pour redonner sa place au vivant sur le territoire.
- Interdire l'imperméabilisation des parkings.
- Protéger la ressource en eau, en assurer une meilleure qualité et un accès garanti à toutes et tous, en la considérant comme un bien commun.
- Donner une entité juridique à la Nature.
- Promouvoir la « sobriété joyeuse », qui inclut l'auto-limitation de l'empreinte écologique.
- Respecter l'équité, l'accessibilité, l'accueil de chaque personne dans sa totalité et dans son unicité, la justice sociale et la solidarité, la convivialité, la confiance, etc.
- Privilégier la co-création : collaborer, partager et faire ensemble sur base d'une valorisation de la diversité, d'une approche non-hiérarchique favorisant l'intelligence collective.
- Expérimenter : déclencher/entretenir des dynamiques positives qui inspirent de l'espoir et induisent des apprentissages individuels et collectifs transformateurs.
- Assumer la pleine responsabilité de ses actes et se donner le droit à l'erreur.

Aline Ouvrard & Karine Paris

« Nous empruntons un capital écologique aux générations à venir, en sachant pertinemment que nous ne pourrons jamais le leur rembourser. »

René Dumont

L'ACTION DE CELL

POUR UNE TRANSITION VIVANTE

Polynatur : il s'agit d'un programme d'actions sur trois ans pour protéger les pollinisateurs. Les écosystèmes de la nature, dont celui des communautés des pollinisateurs, fournissent des services indispensables à la production alimentaire et doivent être au cœur de la transition alimentaire. Ce mutualisme pollinisateurs – plantes est un exemple concret pour illustrer les interdépendances entre les êtres vivants. Il nous permet de conscientiser la nécessité de préserver et de protéger toutes formes de vie.

Les jardins communautaires : ce sont des lieux de biodiversité gérés de manière collective, où le lien social et l'apprentissage sont favorisés. CELL accompagne la création, la gestion et le besoin en formations des jardins communautaires au Luxembourg.

Festival des 48h de l'agriculture urbaine : ce festival organisé par CELL pour la 1ère fois en 2023 au Luxembourg met en lumière la possibilité d'intégrer la Nature en ville, et les nombreux bénéfices que cette intégration procure.

AGISSONS ENSEMBLE !

JE SUIS UN·E CITOYEN·NE

- ✓ Je considère la Nature comme faisant partie de moi-même, et je me considère comme faisant partie de celle-ci
- ✓ J'accueille le sauvage comme partie intégrante de ma vie quotidienne: dans mon logement, dans mon jardin... j'y prête attention et je lui apporte du soin
- ✓ Je végétalise les espaces avec des espèces locales (fleurs, arbustes, arbres, haies...)
- ✓ J'accueille la biodiversité en adoptant des pratiques adaptées : je ne tonds pas ou lorsque c'est nécessaire j'échelonne le fauchage et le fais le plus tard possible
- ✓ Je pratique l'agroécologie et la permaculture
- ✓ Je préserve les cycles de l'eau : j'installe un récupérateur d'eau de pluie, j'installe des toilettes sèches, je n'artificialise pas les sols...

JE SUIS UN·E POLITIQUE

- ✓ Je préserve et développe les trames vertes (couvert végétal), bleues (cycles de l'eau), et noires (éclairage) pour redonner sa place au vivant sur le territoire
- ✓ J'adopte une législation sur l'éclairage nocturne
- ✓ J'atteins l'objectif "zéro artificialisation nette des sols" dès aujourd'hui
- ✓ J'améliore la gestion des eaux pluviales et j'augmente la place de l'eau dans ma ville (mares, étangs...)
- ✓ Je protège la ressource en eau, en assure une meilleure qualité et un accès garanti à tous·tes
- ✓ Je soutiens toute action visant à donner une entité juridique à la Nature
- ✓ J'impose au secteur de la construction des pratiques biosourcées et zéro émission de gaz à effets de serre
- ✓ Je finance des activités et des projets écologiques et sociaux

Sources d'informations

Administration de la nature et des forêts
« Des cartes et des chiffres » livrée par le ministère de l'Aménagement du territoire
Association L214

Union Internationale pour la Conservation de la Nature
Revue scientifique Nature

and the best: They were
measuring their worth according
to... WHAT THEY PRODUCED!!!



3. SOBRIÉTÉ ÉCONOMIQUE

En 2021, 139 millions de tonnes de déchets plastiques à usage unique ont été produits, soit 6 tonnes de plus par rapport à 2019, malgré les efforts mondiaux pour réduire la pollution plastique et les émissions de gaz à effet de serre.

Le modèle économique qui prédomine depuis des décennies, fondé sur la course à la croissance et la compétitivité entre les entreprises, a entraîné des conséquences catastrophiques non seulement sur l'environnement mais aussi sur la santé des populations. Nous vivons dans un monde où les besoins ne cessent de croître, alors que les ressources de la planète sont limitées : il est temps de mettre en œuvre les actions indispensables pour inverser la courbe !

3.1 NOTRE VISION POUR DEMAIN

L'économie mondiale repose sur les valeurs de partage et d'utilisation collective des biens, des espaces et des transports, dans le respect du vivant et des limites planétaires.

- Nous rêvons de réussir à décroître pour atteindre une société de post-croissance où les seuils d'extraction et de pollution sont inférieurs aux seuils absorbables par les écosystèmes, et où une nouvelle relation avec le vivant a été instaurée, une relation de reconnaissance, d'égalité et de respect.
- Notre projet est celui d'une société pensée dans son ensemble : humaine, animale, végétale et minérale. De nouveaux moyens de mesurer le progrès seraient mis en place, privilégiant la santé (One health), l'éducation, les relations sociales et la culture plutôt que la consommation et l'activité économique. Les productions et les nouveaux projets seraient discutés collectivement, de manière démocratique, à l'échelle du territoire.
- Dans notre vision, les entreprises sont développées autour d'objectifs d'utilité publique, elles internalisent l'ensemble de leurs coûts, ont une production conçue de manière circulaire, et sont gérées de manière démocratique et partagée entre les différentes parties prenantes.
- Une économie régionale du partage est mise en place. Les citoyen·nes sont impliqués·es de manière active dans la gestion locale du territoire et de son économie. Des monnaies locales et des réseaux de coopératives citoyennes se développent. Le temps de travail est abaissé, permettant une meilleure balance entre vie professionnelle, vie privée et engagement sociétal, tout en ayant un travail qui a du sens.

3.2 LE PROBLÈME : LA COURSE À LA CROISSANCE COMME MODÈLE ÉCONOMIQUE DE RÉFÉRENCE

Au niveau global

- Les équilibres économiques mondiaux sont basés sur une course à la croissance et sur une compétitivité entre Etats malgré des ressources planétaires limitées.
- L'idée de la croissance comme source de prospérité reste ancrée dans l'imaginaire dominant.
- Le mythe de la croissance verte a montré ses limites. En 2021, 139 millions de tonnes de déchets plastiques à usage unique ont été produits, soit 6 tonnes de plus qu'en 2019, malgré les efforts mondiaux pour réduire la pollution plastique et les émissions de gaz à effet de serre (rapport de l'ONG australienne Minderoo).

Au Luxembourg

- Incohérence entre les buts fixés au niveau mondial (en termes de changement climatique et de biodiversité par exemple), et les politiques nationales de croissance et de compétitivité.
- Volonté nationale de promouvoir le modèle de travail à temps plein (en instaurant par exemple la gratuité des structures d'accueil des enfants).
- Coût du logement très élevé dont découle un endettement élevé des familles et laissant peu de marge à une diminution du temps de travail.
- Le PIB reste l'indicateur principal de mesure de prospérité économique.
- Augmentation des inégalités de revenus et de patrimoine.
- Inégalités fiscales renforçant les inégalités de revenus et de patrimoine.

Au niveau des entreprises

- Les entreprises sont autorisées à externaliser certains coûts (émissions de CO₂, santé des travailleur·ses).
- Grande concentration de sociétés financières.
- Coopératives et secteur de l'Economie Sociale et Solidaire très peu développés.

Au niveau individuel

- Augmentation du nombre de burn-out au travail.
- Perte de sens au travail.
- Peu de temps disponible pour s'investir dans des projets porteurs de sens.
- La surconsommation individuelle est utilisée, de manière encore trop souvent inconsciente, comme un moyen de décharger son stress ou d'atteindre une satisfaction temporaire.

Comment bâtir un nouveau système ?

- Comment sortir du paradigme de la croissance ?
- Comment mettre en place une économie prenant en compte le bien-être de l'ensemble du vivant ?
- Comment l'économie peut-elle contribuer à la réduction des inégalités et permettre une redistribution équitable des ressources ?
- Comment les entreprises peuvent-elles distribuer leurs profits de manière équitable ?
- Comment remettre du sens dans son travail ?

3.3 LES SOLUTIONS: VERS UNE DÉFINITION HOLISTIQUE DE LA PROSPÉRITÉ

Rompres une fois pour toutes avec l'idée d'une économie comme système d'échange autonome obéissant aux lois du marché.

- Reconnaître le capitalisme pour ce qu'il est, et non pour ce qu'il n'est pas : le capitalisme est un courant de pensée économique parmi d'autres, il n'est pas un ensemble de lois naturelles et rationnelles inconditionnelles. Cette affirmation paraîtra peut-être enfantine mais elle est pourtant encore niée de manière structurelle par les politiques, les médias, et plus largement par l'ensemble des structures émanant de ce système capitaliste. Les courants de pensées économiques sont multiples, le schéma page 22-23 ne couvrant que les courants principaux.
- Revenir à une économie politique en remettant la régulation économique au sein du processus décisionnel démocratique : cette subordination de l'économie au maintien et à l'amélioration des droits démocratiques fondamentaux redéfinit ses finalités, passant d'une finalité de croissance et de maximisation des intérêts égoïstes à l'art politique et écologique de délibérer sur les moyens d'assurer le bien-être écologique et social du vivant.
- Reconnaître que la croissance verte n'existe pas et accepter d'entrer dans une économie de décroissance, définie par Timothée Parrique comme « la réduction planifiée et démocratique de la production et de la consommation dans les pays riches, pour réduire les pressions environnementales et les inégalités, tout en améliorant la qualité de vie ».
- Remplacer le PIB par une vision holistique de la prospérité : de nombreuses pistes sont déjà théorisées ou expérimentées, comme par exemple le PIB Bien-être au Luxembourg, ou encore les trois types de bien-être imaginés par Eloi Laurent (bien-être ici et maintenant, bien-être plus tard, et bien-être ailleurs).

“Materialistic values such as popularity, image and financial success are psychologically opposed to intrinsic values like self-acceptance, affiliation, a sense of belonging in the community. People with higher intrinsic values are both happier and have higher levels of environmental responsibility than those with materialistic values.”

Tim Jackson, *Prosperity Without Growth*

- Décider démocratiquement, à une échelle territoriale, de ce que l'on veut produire, et des nouveaux projets à financer.
- Transformer la gestion du pouvoir au sein des entreprises en renforçant la démocratie d'entreprise multi-parties prenantes. Les coopératives représentent un pas dans cette direction en proposant un modèle d'entreprise gérée démocratiquement par ses membres et dont la pondération des voix n'est pas corrélée au capital détenu dans l'entreprise.
- Repenser le partage des richesses, que ce soit en amont de la production, comme par exemple un héritage minimum garanti, pendant le processus de production (distribution de la valeur ajoutée), et lors de la redistribution des richesses accumulées (prestations sociales, fiscalité).
- Repenser les critères de financement de projets au regard de leurs contributions à l'intérêt général.
- Créer un revenu garanti universel, indépendant du travail rémunéré permettant à chacun·e de recevoir tous les mois une somme suffisante, à laquelle peuvent être ajoutés les fruits d'un travail rémunéré choisi. Ainsi il serait possible à chacun·e de réaliser, seul ou en groupe, des tâches jugées gratifiantes et utiles mais pour lesquelles le marché du travail ne le paierait jamais (étudier, élever ses enfants, aider un proche, participer à des événements de quartier, développer ou participer à un projet bénéfique à la communauté, ...).

Kasia Krzyzanowski, Gregor Waltersdorfer & Antonine Jacobs

Sources d'informations

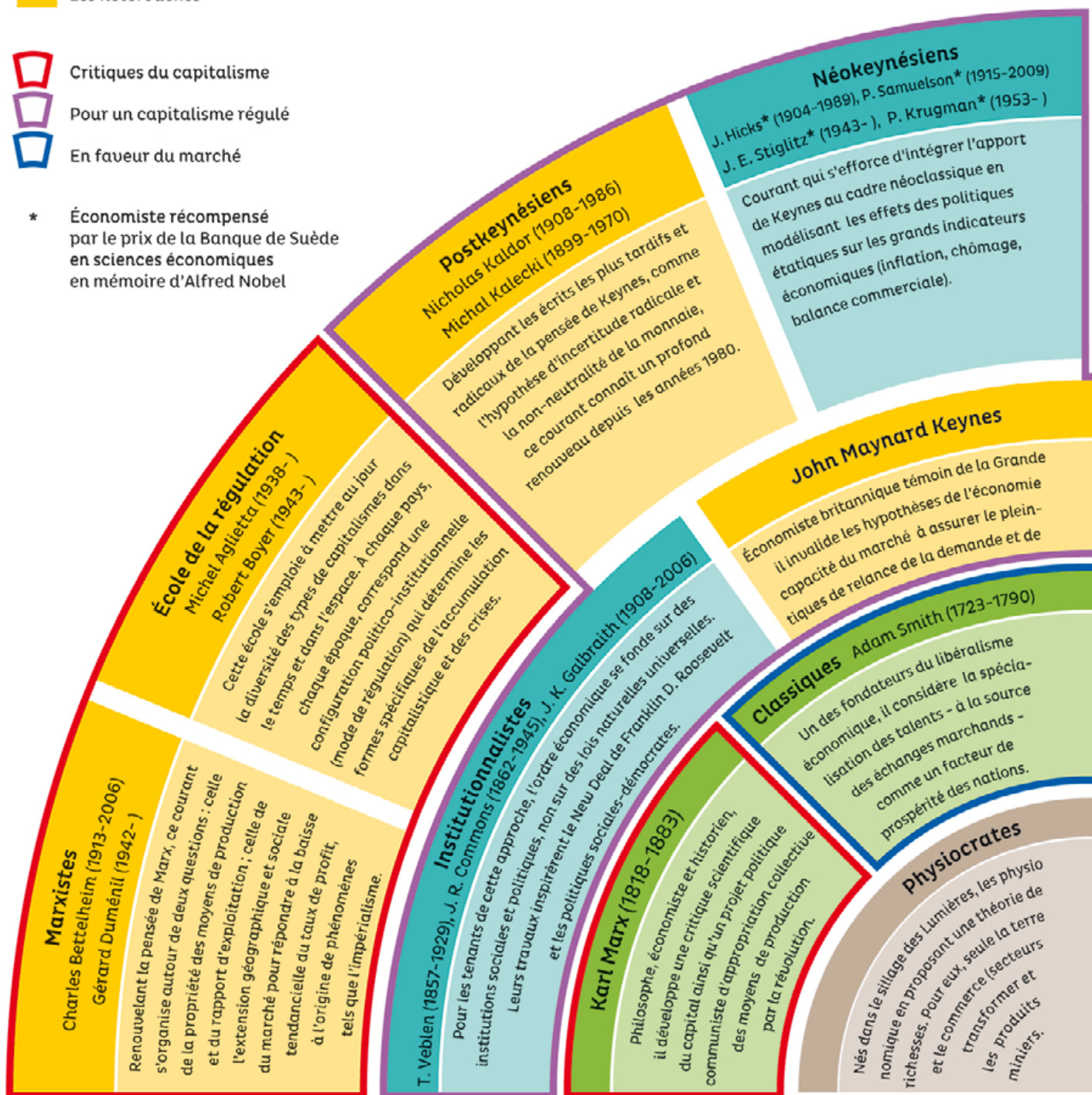
<https://weall.org/>

UN FOISONNEMENT D'ÉCOLES DE PENSÉE

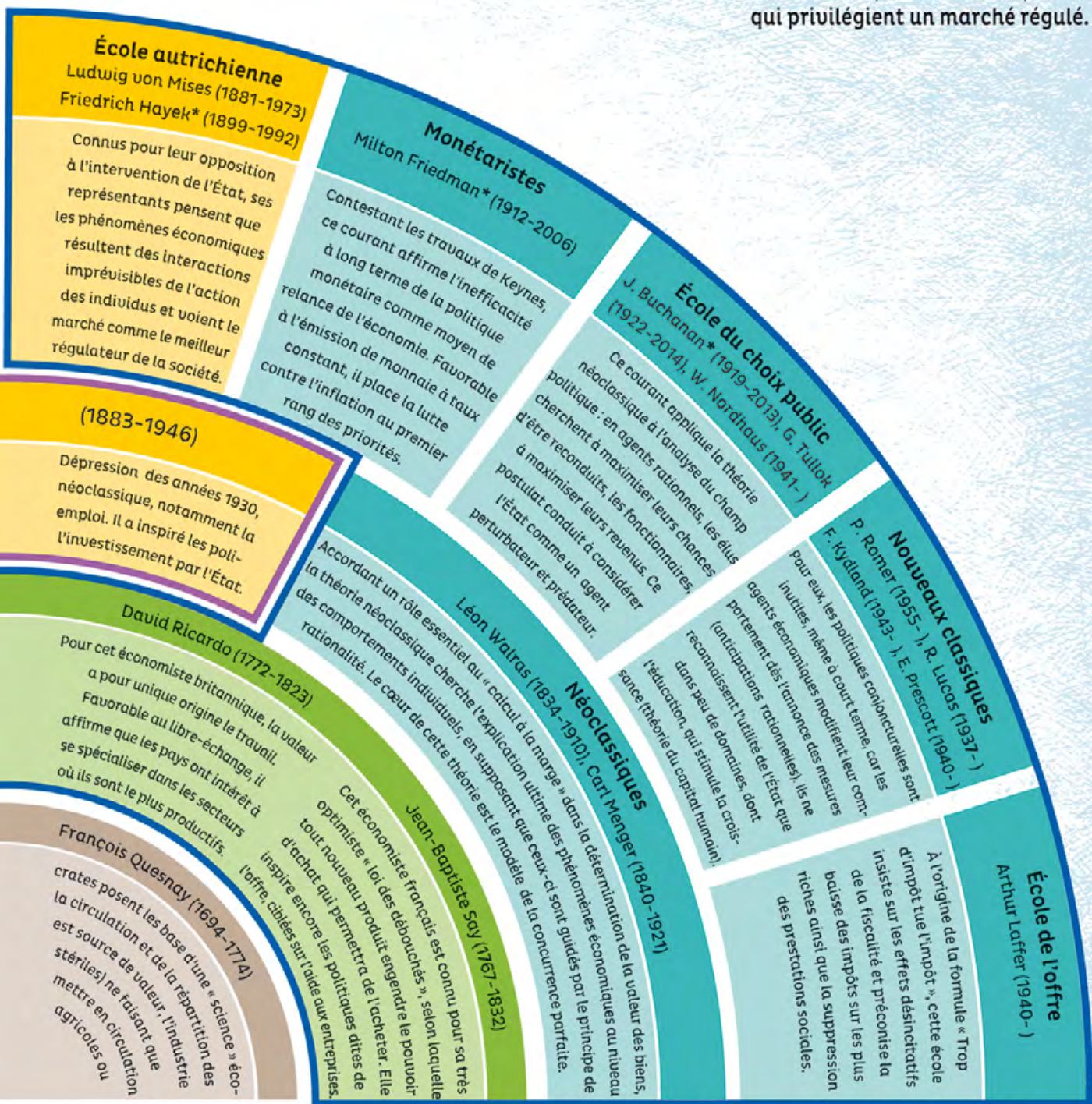
- Les précurseurs
- Les classiques
- Les orthodoxes
- Les hétérodoxes

- Critiques du capitalisme
- Pour un capitalisme régulé
- En faveur du marché

* Économiste récompensé par le prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel



Il suffit, suggère une plaisanterie bien connue, de mettre trois économistes dans une même salle pour obtenir quatre points de vue. Fort de cette leçon, ce schéma ne prétend pas décrire l'ensemble des courants de la pensée économique. Il propose en revanche trois axes de représentation synthétique. Le premier, du centre vers la périphérie, est chronologique : des pères fondateurs (XVIII^e-XIX^e siècles) vers les écoles contemporaines. Le deuxième oppose orthodoxes et hétérodoxes : les premiers considèrent les agents économiques comme des êtres séparés, rationnels et calculateurs évoluant sur des marchés ; les seconds inscrivent leur réflexion dans le cadre des sciences sociales ou de la philosophie politique. Le troisième axe de lecture s'organise en trois ensembles : les écoles qui critiquent le capitalisme, celles qui défendent le libéralisme et, entre les deux, celles qui privilégient un marché régulé.



L'ACTION DE CELL POUR LA SOBRIÉTÉ ÉCONOMIQUE

Sensibilisation : à travers différents projets et initiatives, CELL sensibilise le public sur les contradictions de notre modèle économique et sur les pistes à développer pour en sortir (REconomy, Transition Days, assises pacte climat, assemblées citoyennes).

Start-up de Territoire : CELL accompagne des citoyen·nes dans la réalisation de projets de coopératives citoyennes ou autre projet d'entreprise.

Aider les citoyen·nes à disposer de plus de temps pour réfléchir, se connecter, changer ou réorienter leur vie professionnelle (p. Ex. Congé bénévolat) et développer ces modes de vie alternatifs. Responsabiliser les citoyen·nes et les aider à acquérir de nouvelles compétences.

Reconnecter les communautés locales (Urban Gardening, groupes de transition, Start-up de Territoire), développer des systèmes d'échanges non monétaires (Beki-monnaie locale du Canton de Rédange).

AGISSONS ENSEMBLE !

JE SUIS UN·E CITOYEN·NE

- ✓ Je participe aux initiatives existantes (Repair Cafés)
- ✓ Je rejoins ou je crée avec d'autres citoyen·nes, une structure économique alternative, telle une coopérative par exemple

JE SUIS UN·E POLITIQUE

- ✓ J'adhère à la coalition Wellbeing Economy Governments (wego), des pays qui sont dans la Wellbeing Economy
- ✓ J'utilise le PIBien-être comme mesure réelle (et pas que dans les discours)
- ✓ Je promeus l'économie du partage, la Gemeinwohlökonomie.
- ✓ Je fournis aux citoyen·nes les outils et le soutien nécessaires à la création d'entreprises sociales gérées par les citoyen·nes
- ✓ Je soutiens la création de Repair Cafés
- ✓ Je soutiens la création de monnaies locales
- ✓ Je mets en place des lieux de partage et de réemploi (ressourcerie, matériauthèque, FabLab, ...)
- ✓ Je limite les surfaces d'affichage publicitaire

« Celui qui pense qu'une croissance exponentielle infinie est possible dans un monde fini est soit un fou soit un économiste. »

Kenneth E.



4. TRANSITION DÉMOCRATIQUE

Au-delà des questions purement environnementales, la transition démocratique constitue aussi l'un des piliers du projet social du mouvement de la transition écologique.

Tandis que les démocraties à travers le monde connaissent une crise de confiance de la part des populations, il convient désormais de dépasser ces modèles pour impliquer davantage les citoyen·nes ainsi que toutes les parties prenantes d'un territoire lors des prises de décision. Il s'agit de s'appuyer sur les ressources disponibles et l'intelligence collective pour construire ensemble les réponses. Notre credo : pas d'action ni de décision prise sans les habitant·es.

Compléter le système de démocratie représentative par davantage de démocratie directe et délibérative, permettra aux citoyen·nes de se réappropriier les décisions qui les concernent dans leur commune ou leur quartier.

4.1 NOTRE VISION POUR DEMAIN

Les citoyen·nes se réapproprient les décisions qui les concernent au sein de leur commune, de leur quartier ou de leur pays à travers des modèles de démocratie participative et inclusive. Ces modèles s'appuient sur l'intelligence collective pour trouver ensemble les solutions aux questions qui se posent.

- Nous rêvons de faire évoluer la société vers une véritable gouvernance multi-niveaux et multi-domaines, intersectorielle et transfrontalière.
- Notre expérience prouve qu'il est possible de bâtir une gouvernance basée sur le principe de la participation ouverte de toutes les parties concernées et de tous les intérêts concernés.
- Atteindre cet objectif exige des innovations et des expérimentations en matière de gouvernance, accompagnées d'un renforcement des capacités pour un apprentissage social accéléré.

**« Living democracy
grows like a tree
from the bottom up. »**

Vandana Shiva

4.2 LE PROBLÈME : LES MODÈLES DÉMOCRATIQUES NE RÉPONDENT PLUS AUX DÉFIS D'AUJOURD'HUI

Près de la moitié de la population résidant et travaillant au Luxembourg ne peut qu'observer les élections nationales.

- Selon l'indice des politiques d'intégration des migrants (MIPEX), le Luxembourg a « l'une des démocraties nationales les plus exclusives du monde développé, avec la plus grande proportion d'adultes privés du droit de vote aux élections nationales ».
- De plus, 19,2% de la population du Grand-Duché est en risque de pauvreté.
- La très grande majorité des Européens (92 %) dans tous les États membres demandent que la voix des citoyen·nes soit «davantage prise en considération dans les décisions relatives à l'avenir de l'Europe».
- Si le vote aux élections européen·nes est clairement considéré (par 55 % des personnes interrogées) comme la façon la plus efficace de faire entendre sa voix auprès des décideurs européens, les citoyen·nes de l'Union souhaitent avoir davantage leur mot à dire dans les décisions relatives à l'avenir de l'Europe.
- Dans toute l'UE, la confiance dans les institutions nationales a diminué au cours des deux dernières années, en partie en raison des réseaux sociaux, selon un rapport détaillé d'Eurofound, l'agence de politique sociale de l'UE. Le rapport d'Eurofund, qui se fonde sur les réponses à une enquête en ligne de plus de 200 000 personnes dans l'UE, montre que la confiance dans les institutions en général a diminué de 13,4 % en moyenne depuis le début de la pandémie de Covid-19. La plus forte baisse de confiance concerne les gouvernements nationaux (-24,5 %), suivis par la confiance dans les systèmes de santé (-10,2 %) et la police (-8,1 %).
- La part de la population mondiale vivant dans une démocratie élective ou libérale a atteint un pic de 54 % en l'an 2000. Puis ce taux est passé de 50 % en 2018 à seulement 32 % en 2019.

Comment faire ?

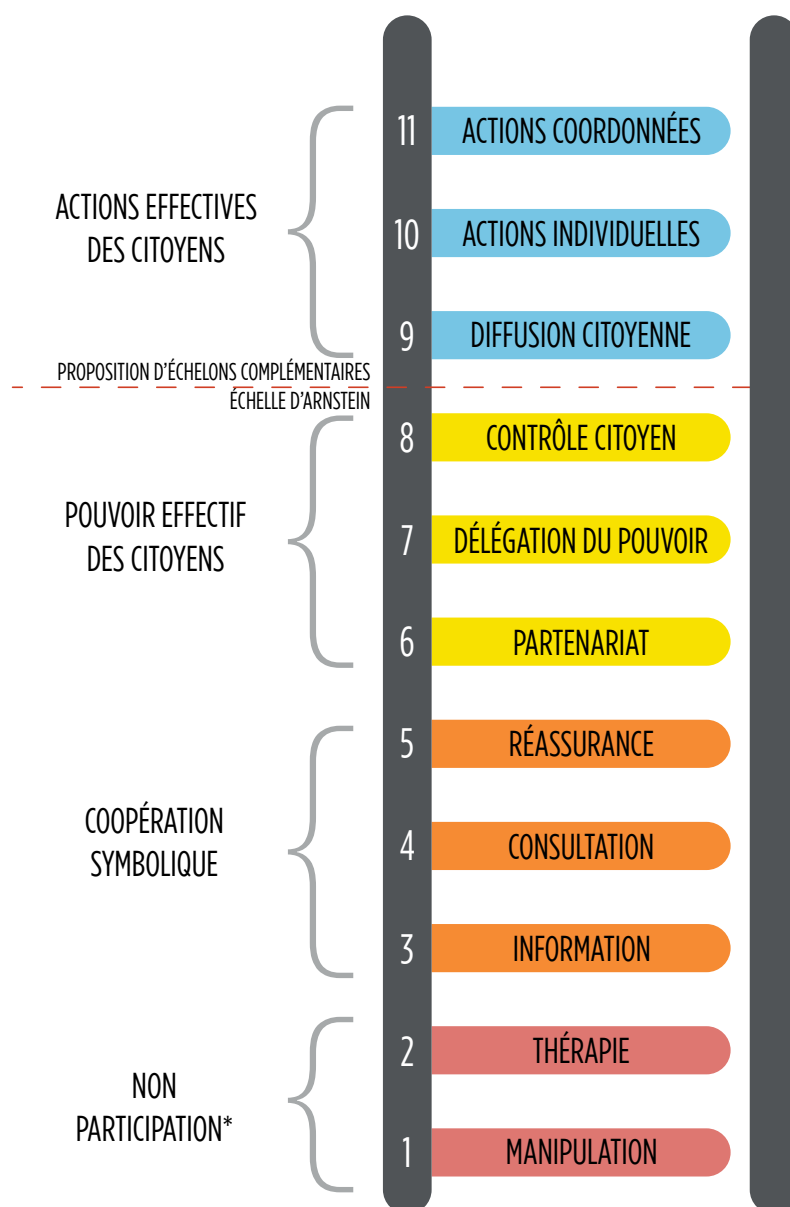
- Comment mettre en place une démocratie plus directe et délibérative?
- Comment établir une gouvernance de la transition?
- Comment assurer une réelle participation des citoyen·nes dans les décisions politiques?
- Comment ouvrir des espaces pour déployer l'imagination collective?

4.3 LES SOLUTIONS : VERS DES MODÈLES DE TRANSITION DÉMOCRATIQUE EFFICACES

Il existe plusieurs moyens de faire participer la population sur la définition d'un nouveau projet

Par participation citoyenne, on entend souvent (et en premier lieu les élu·es) des dispositifs de consultation de la population sur les projets d'aménagement de la commune :

- la consultation (recueillir la parole des citoyen·nes pour éclairer la décision des élu·es),
- la concertation (où l'échange et la confrontation des points de vue sont effectués en amont du projet),
- et la co-construction (le projet étant élaboré en collaboration entre élu·es, agent·es public·ques et citoyen·nes).



* Sherry R. Arnstein (1969) « a ladder of citizen participation » dans l'article de J. Donzelot et R. Epstein - Démocratie et participation: l'exemple de la rénovation urbaine, publié dans Esprit (dossier « forces et faiblesses de la participation »), n°326, 2006 - pp.5-34

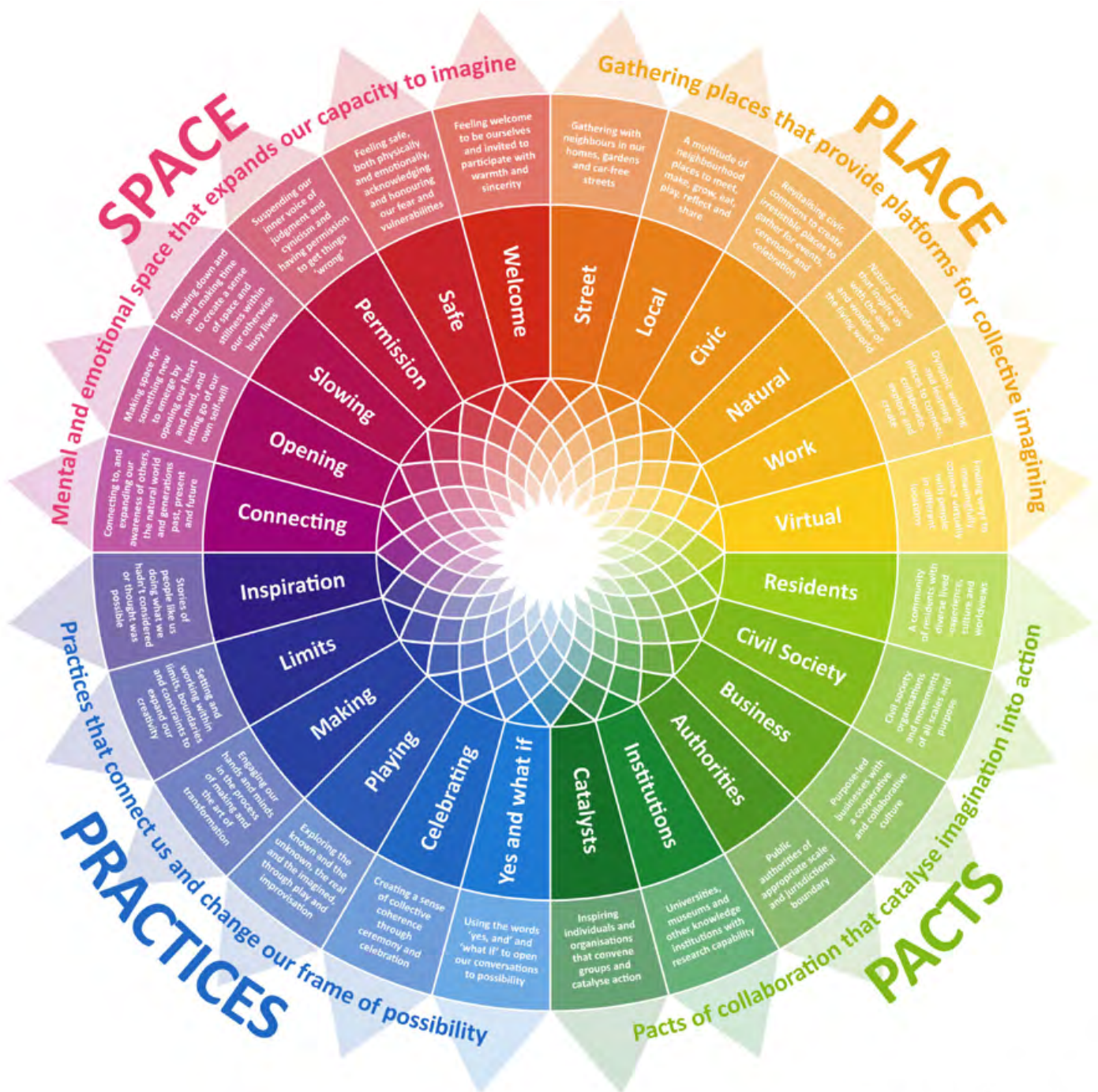
« 'Politique' n'aurait jamais dû devenir un nom. C'aurait dû rester un adjectif. Un attribut, et non une substance. »

Comité Invisible

Les assemblées citoyennes, un outil puissant de décision collective et participative.

Les assemblées ou conseils citoyen·nes sont (avec d'autres innovations démocratiques telles que les forums de citoyen·nes ou les référendums) l'une des nombreuses extensions possibles de notre système politique visant à promouvoir l'apport des citoyen·nes à la politique. Cet instrument démocratique est déjà utilisé de manière routinière dans de nombreux pays. Le fonctionnement du conseil citoyen est simple :

- Un petit groupe représentatif de citoyen·nes est tiré au sort selon certaines catégories démographiques (comme le sexe, l'âge et l'éducation). Ce groupe délibère ensuite sur un problème politique spécifique au nom de l'ensemble de la population. Dans le cadre de la démocratie, la délibération a une double signification : débattre et décider. Pour qu'une délibération soit réussie, certaines conditions de base sont nécessaires.
- En premier lieu, il est important que le processus soit transparent dès le début, que le mandat du conseil citoyen soit réglé de manière contraignante et que le petit groupe reflète effectivement la diversité de la population. En outre, un échange d'informations approprié ainsi qu'une modération inclusive et orientée vers les solutions sont des conditions particulièrement importantes pour une délibération réussie.
- Il est également important d'accompagner les citoyen·nes pendant le processus de délibération et de leur donner suffisamment de temps pour assimiler les nouvelles informations et y réfléchir, afin qu'ils restent motivé·es et n'abandonnent pas prématurément.
- Dans l'idéal, les conseils citoyen·nes vont dépoliariser des sujets sensibles. Les arènes délibératives permettent aux citoyen·nes d'assimiler des informations complexes, de renforcer leur position de départ en matière de connaissances, et de se sentir impliqués dans les processus de décision démocratiques. Ils encouragent ainsi la participation politique.
- En outre, les conseils citoyen·nes aident également les politicien·nes à gouverner sur des sujets complexes.



© 2020. Imagination Sundial by Rob Shorter
is licensed under CC BY-SA 4.0

« Des crises continues et cumulées comme la Covid-19 et la guerre en Ukraine ont probablement contribué au déclin de la confiance des Européennes dans les institutions nationales, mais cette explication reste superficielle. L'incertitude que les crises créent est amplifiée par les réseaux sociaux et les fausses informations qui y circulent. »

Ivaylo Kalfin, directeur exécutif d'Eurofund

Sources d'informations

<https://fr.statista.com/infographie/29313/part-de-la-population-mondiale-vivant-dans-une-democratie-1900-a-2021>

Euractiv <https://www.euractiv.fr/section/medias/news/les-reseaux-sociaux-suscitent-la-mefiance-envers-les-institutions-a-travers-leurope-selon-un-rapport/>

Léonie de Jonge , Forum Nr. 425 , Können Bürgerräte unsere Demokratie retten, <https://www.forum.lu/article/koennen-buergerraete-unsere-demokratie-retten/>

<https://statistiques.public.lu/fr/publications/series/analyses/2022/analyses-05-22.html>

<https://www.europarl.europa.eu/at-your-service/fr/be-heard/eurobarometer/future-of-europe>

<https://www.pacte-transition.org/upload/communecter/poi/5cc6c09140bb4ea5403ee0bf/file/VFft28.pdf>

« From What Is to What If: Unleashing the Power of Imagination to Create the Future We Want.» Rob Hopkins (2019).

L'ACTION DE CELL

POUR LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE

Pacte climat : dans le cadre du pacte climat, CELL accompagne les communes pour les aider à renforcer les processus de participation citoyenne mis en place pour l'action climatique territoriale, notamment à travers les assises pacte climat et les équipes climat.

Les assemblées climatiques : CELL a également déjà organisé des assemblées climatiques citoyennes et veut continuer sur cette lancée.

Accompagnement à la mise en place d'une gouvernance sociocratique : CELL accompagne des tiers-lieux et autres initiatives citoyennes dans la mise en place d'une gouvernance sociocratique. A travers ces actions, nous souhaitons ouvrir des espaces pour déployer l'imagination collective.

AGISSONS ENSEMBLE !

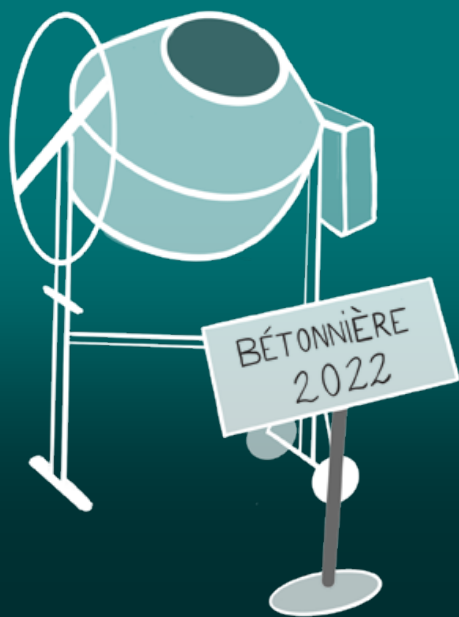
JE SUIS UN·E CITOYEN·NE

- ✓ Si je suis en âge et en droit de voter, je m'inscris sur les listes électorales
- ✓ Je participe aux processus de participation citoyenne mis en place dans ma commune
- ✓ Je m'organise avec d'autres citoyen·nes
- ✓ Je reste critique face aux discours populistes

JE SUIS UN·E POLITIQUE

- ✓ J'organise de "véritables" processus de participation citoyenne
- ✓ Je mets en place les conditions nécessaires pour la participation de tous·tes les citoyen·nes
- ✓ Je raccourcis mes mandats et ne les cumule pas
- ✓ Je résiste aux situations qui sont des conflits d'intérêts

LUXEMBOURG, 2060



Ça servait à
abîmer la Terre
quand j'avais ton
âge

Dis,
c'est quoi
ça ?



5. TERRITOIRES EN TRANSITION

C'est un chiffre qui donne le tournis : environ 5.000 m² de sols sont artificialisés chaque jour au Luxembourg, soit l'équivalent de... 240 terrains de football par an. Bétonner nos espaces verts sur notre territoire, c'est renforcer encore le problème de la crise climatique, un peu comme si l'on ajoutait de l'huile sur le feu ...

Quelle ville voulons-nous pour demain ? Pour CELL, il est urgent de repenser nos modèles urbanistiques en traduisant en plans d'aménagement le concept de « Ville du quart d'heure » : il s'agit rendre accessibles, à moins de quinze minutes à pied ou à vélo depuis chez soi, toutes les infrastructures et équipements nécessaires à la vie quotidienne : se loger, se nourrir, travailler, et même se divertir.

5.1 NOTRE VISION POUR DEMAIN

Le territoire est sorti de sa dépendance au carbone et le concept de la « ville du quart d'heure » devient le modèle urbain prédominant en réponse aux besoins des citoyen·nes qui se réapproprient la ville tout en respectant le vivant.

- Nous rêvons d'une ville sans carbone et résiliente, où l'urbanisme est pensé de manière participative, inclusive et en relation étroite avec la nature ; pour atteindre ce rêve, nous allons devoir réparer ce qui a été détruit et redéfinir un paysage urbain régénérateur.
- Pour construire ce nouveau paysage urbain, nous devons faire coexister des espaces vierges avec des fonctions et infrastructures décentralisées, tout en permettant l'épanouissement des habitants et des gens qui travaillent dans ces espaces.
- Les objectifs de zéro artificialisation des sols, zéro émission carbone et 100% de résilience territoriale sont articulés autour d'une souveraineté alimentaire et énergétique, d'une économie régionale fondée sur le bien commun, ainsi que d'une véritable gouvernance de la transition partagée entre acteurs du territoire.

5.2 LE PROBLÈME : UNE COURSE CONTRE LA MONTRE CLIMATIQUE SUR FOND DE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE

- En 2050, Luxembourg ville aura un climat similaire à celui en Uruguay, où les hivers présentent des températures moyennes comprises entre 10 et 16°C. (Crowther Lab - ETH Zürich).
- Selon le Stateg, le Grand-Duché de Luxembourg connaîtra une politique économique et sociale inchangée avec une augmentation de 10 000 à 13 000 habitants et de 6 300 à 10 000 emplois par an jusqu'à l'horizon 2060.
- Chaque année au Luxembourg, l'équivalent de 250 terrains de football sont scellés (voir aussi chapitre 2. Respect du vivant).

Sources d'informations

Le concept du « Ville du quart d'heure » fait partie des principes de l'« avenir sans carbone et résilient pour la région luxembourgeoise » développé par l'équipe UniLu dont fait partie CELL dans le cadre du projet « Luxembourg en Transition » du ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
www.luxembourgtransition.lu

<https://luxembourgtransition.lu/fr/la-consultation-internationale/#manifeste>
Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT), Projet du 15 septembre 2022. P.17 - https://amenagement-territoire.public.lu/content/dam/amenagement_territoire/fr/actualites/2022/projet-pdat2023/pdat/projet-pdat2023.pdf

Comment bâtir un nouveau système ?

- Comment créer une symbiose entre la ville et la nature ?
- Comment régénérer les espaces naturels perdus ?
- Comment arriver à un arrêt de l'artificialisation des sols tout en développant les infrastructures nécessaires aux besoins quotidiens ?
- Comment donner accès aux fonctions de base pour toutes les personnes présentes sur le territoire ?

5.3 LES SOLUTIONS : REPENSER LES ESPACES URBAINS ET IMPLIQUER LES CITOYEN·NES

- Développer des plans d'urbanisme sur le concept de la « Ville du quart d'heure » : toutes les infrastructures et équipements nécessaires pour satisfaire les besoins des populations sont disponibles à moins de 15 minutes à pied ou à vélo.
- Rénover le bâti existant et construire sur des zones déjà artificialisées, dont les friches industrielles et commerciales.
- Appliquer le principe du triple zéro dans le secteur du bâtiment : zéro CO₂, zéro consommation d'énergie, zéro déchet pour le cycle de vie du bâtiment : construction, entretien, rénovation et déconstruction.
- Stopper l'artificialisation des sols sur le territoire.

Il faudra plusieurs siècles pour changer profondément notre environnement bâti mais c'est aujourd'hui que nous devons anticiper les canicules de demain.

- Concentrer le développement urbain dans les trois agglomérations du centre-agglo, de la région sud et de la région nord.
- Développer le commerce en ville en interdisant ou limitant le développement des zones commerciales en périphérie.
- Se déplacer moins et mieux : sortir de la ville centrée sur la voiture et construire une ville favorable aux piétons et aux vélos.
- Intégrer dans les plans d'urbanisme, la réduction des îlots de chaleur dans les villes par le biais de la végétalisation, du développement d'un urbanisme bioclimatique optimisant les vents et la création de courants d'air, et l'ajout régulier de points d'eau et de fraîcheur.
- Promouvoir activement de nouvelles formes d'habitat telles que les communautés d'habitation, les coopératives d'habitation et les immeubles collectifs.
- Coopérer au maximum avec les régions frontalières pour organiser les espaces de vie quotidiens, les moyens de transport et une économie régionale juste et équilibrée.

Norry Schneider

LES ACTIONS DE CELL

POUR UN TERRITOIRE EN TRANSITION

Luxembourg in Transition : CELL fait partie du groupe de travail de UniLu ayant contribué au projet pour un territoire sans carbone et résilient mené par le ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du Territoire.

Jardins communautaires : CELL accompagne la création et le développement de jardins gérés de manière collective et participative.

Repair Cafés : les Repair Cafés sont des ateliers de réparation d'objets qui permettent de réduire la production de déchets sur le principe de « réparer plutôt que de jeter ».

Les coopératives énergétiques : CELL contribue au développement des coopératives énergétiques avec Eursolar Lëtzebuerg.

BiBe : le répertoire en ligne des projets de transition menés au Luxembourg permet de trouver en un clic un projet écologique et social proche de soi : www.bibe.lu

AGISSONS ENSEMBLE !

JE SUIS UN·E CITOYEN·NE

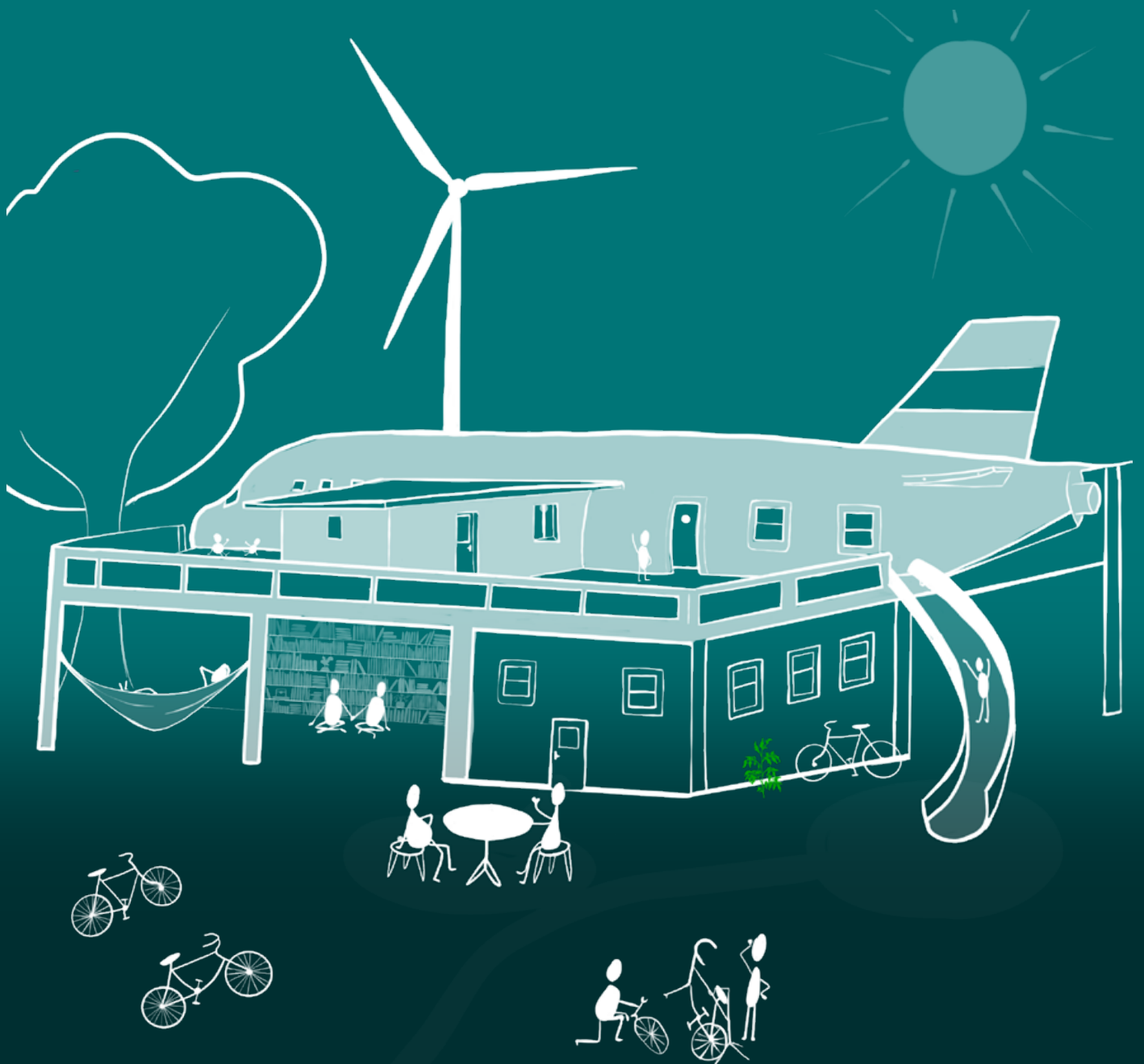
- ✓ Je m'engage dans une coopérative d'habitation
- ✓ J'exige des responsables politiques l'organisation régulière de forums citoyen·nes visant à organiser le territoire de manière participative
- ✓ Je développe le sens de sobriété dans la taille de mon lieu de vie, de mes moyens de transport et de mes besoins en espaces privatifs

JE SUIS UN·E POLITIQUE

- ✓ J'accorde le plan local d'urbanisme avec les logiques de la ville du quart d'heure
- ✓ Je développe le commerce en ville en interdisant ou limitant le développement des zones commerciales en périphérie
- ✓ Je limite les vitesses autorisées en ville afin de réduire l'emprise de la voiture
- ✓ Je favorise la mutualisation des espaces dans les nouveaux immeubles et les coopératives d'habitat

« Créer le monde que nous voulons est un mode d'action bien plus subtil, mais plus puissant que détruire celui dont nous ne voulons plus. »

Marianne Williamson



6. SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE

Nous l'utilisons quotidiennement sans même nous en rendre compte : l'énergie. Composante majeure de toute société de consommation, notre production d'énergie par habitant ne cesse d'augmenter depuis la révolution industrielle et avec une accélération depuis la seconde guerre mondiale, si bien que nous avons atteint des niveaux inimaginables jusqu'à dans l'histoire humaine. Et tandis que la courbe de nos besoins en énergie ne fait que croître, le recours aux stocks fossiles augmente, lui aussi. Or, non seulement ces stocks sont limités mais de plus, nous brûlons à marche forcée cette fantastique réserve d'énergie avec la conséquence que l'on connaît : l'émission dans l'atmosphère des gaz à effet de serre.

Après déjà 2.500 gigatonnes de CO₂ émis, le GIEC nous alerte que si nous souhaitons limiter ce réchauffement en-dessous de 1,5 degré, il nous reste 800 GtCO₂ environ au maximum à émettre. Aujourd'hui, c'est 40 GtCO₂ que nous ajoutons annuellement, soit moins de huit ans restants avant de dépasser le seuil. Et 80% de l'énergie utilisée dans le monde provient du fossile.

6.1 NOTRE VISION POUR DEMAIN

Ayant adopté le modèle de la sobriété joyeuse et conviviale, la société autrefois basée sur les lois de consommation et de rareté a laissé place en douceur à une société d'abondance réelle.

- Nous rêvons de ce à quoi nous ne pouvons rêver. Un lointain ancêtre aurait-il rêvé d'une galaxie ? Probablement pas. Rêvons donc par reflet. Rêvons d'une organisation sociale et productive aussi subjuguante qu'une galaxie aurait pu être pour cet ancêtre. Nous rêvons d'une société résiliente, circonscrite dans les limites planétaires tout en assurant des standards sociaux minimums à tous.
- Si notre société exige une dépense énergétique élevée, nous comprenons que cette matérialité n'a que peu à voir avec notre bien-être. Et qu'elle ne se justifie pas par le confort nécessaire à l'épanouissement des individus et de notre espèce mais par une logique sociale et productive. Cette logique est avant tout productrice de privilèges au service d'une distinction et compétition sociale. Et il ne peut y avoir de privilèges sans pénurie, pour reprendre Jean Baudrillard, les deux étant structurellement liés.
- Nous appelons donc à une société d'abondance et non pas de rareté organisée. Nous postulons que cette abondance résoudra la question énergétique, soit par abandon de l'accumulation d'énergie comme grammaire de distinction sociale et d'accumulation matérielle démesurée, soit par raison et prise en compte des limites planétaires.

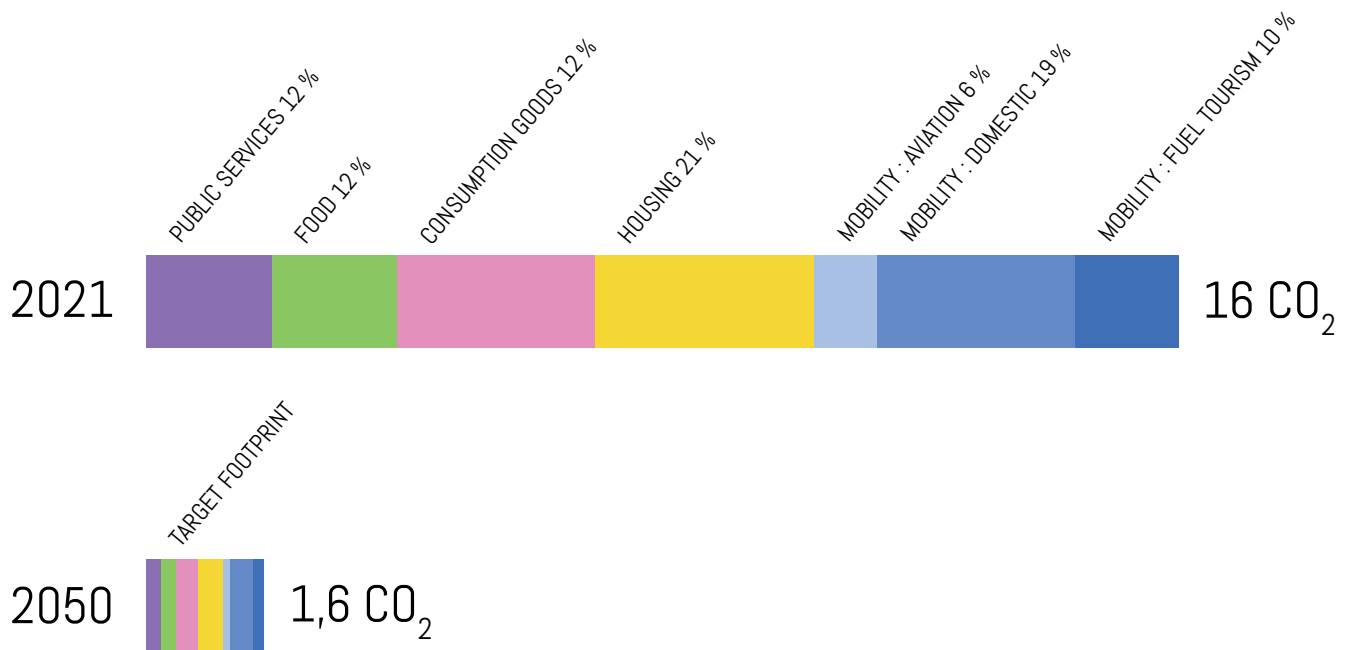
6.2 LE PROBLÈME : DES BESOINS ÉNERGÉTIQUES CROISSANTS, COMBLÉS PAR LES ÉNERGIES FOSSILES

Au Luxembourg :

- La consommation luxembourgeoise d'énergie est près de deux fois plus élevée que la moyenne européenne : 60 334 kWh/an/habitant au Luxembourg contre 36 129 dans l'union.
- Le mix énergétique, par rapport aux pays européens, est lui extrêmement carboné, dépendant à 78% des fossiles.

Cela fait du pays le plus haut émetteur en gaz à effet de serre par habitant de l'UE.

- 78% de l'énergie consommée au Luxembourg provient des énergies fossiles.
- Seule 10 % de l'énergie primaire est produite au Luxembourg.
- Chaque habitant du Luxembourg émet en moyenne 13 tonnes de gaz à effet de serre.



Rapport UniLu 2 pour Luxembourg in Transition : empreinte carbone par habitant d'un luxembourgeois en 2021 puis empreinte carbone permettant de respecter les Accords de Paris en 2050

En Europe :

- Plus de 70 % de l'énergie consommée dans l'union européenne est d'origine fossile.
- L'Union européenne importe plus de 50 % de ses besoins énergétiques.
- Chaque européen émet en moyenne 8,35 tonnes de gaz à effet de serre.

Dans le monde :

- Plus de 80 % de l'énergie consommée dans le monde est d'origine fossile.
- Chaque humain émet en moyenne 4,69 tonnes de gaz à effet de serre par an.

Comment bâtir un nouveau système ?

- Comment devenir plus sobre énergétiquement ?
- Comment assurer la transition énergétique vers une énergie majoritairement locale et renouvelable ?
- Comment avoir une planification et des cycles énergétiques efficients ?
- Comment lutter contre la précarité énergétique ?
- Comment inclure les citoyen-n-es dans la transition énergétique ?

6.3 LES SOLUTIONS : VERS UNE SOCIÉTÉ ÉNERGÉTIQUEMENT SOBRE

La sobriété, un instrument puissant capable d'augmenter la qualité de vie tout en respectant la planète

Avant de tenter d'apporter des réponses à ce problème, essayons de comprendre la situation. Au Luxembourg, la transition énergétique s'appuie principalement aujourd'hui sur deux axes :

1. l'efficacité énergétique : une calorie dont on optimisera l'usage par la technologie (par exemple les étiquettes-énergies que l'on peut voir sur les produits électroménagers, pour un même usage votre lave-vaisselle consommera moins) ;
 2. la décarbonation du mix énergétique : une calorie qui n'aura pas émis de gaz à effet de serre pour sa production (remplacement des énergies fossiles émettrices de gaz à effet de serre par des énergies non ou peu carbonées).
- L'efficacité énergétique progresse de manière quasi constante. Le début d'une décarbonation se met en place dans le monde ; au Luxembourg, cela s'opère via une production locale d'énergies renouvelables ou importées (investissements dans l'éolien off-shore par exemple, répondant à la contrainte géographique du pays).
 - Ces énergies renouvelables ne sont pas sans poser des questions de disponibilité de la production du fait de leur intermittence (pas de soleil la nuit, moins de vent l'été), de développement d'infrastructures de stockage et de transfert. L'électrification des usages (voitures électriques par exemple) pour faire baisser le recours aux fossiles va par ailleurs faire augmenter la demande d'électricité et donc le besoin de capacités de production. Là n'est cependant pas tout, nous constatons que des paramètres se superposent.
- En 2022, le succès des SUV a par exemple quasiment annulé les réductions de CO₂ permises par l'achat des véhicules électriques dans le monde. L'effet rebond, qui remplace par de nouveaux besoins les économies d'énergie réalisées menace lui aussi les efforts réalisés. Enfin, les ordres de grandeur sont tels qu'il apparaît que l'efficacité énergétique et la décarbonation ne pourront suffire à mener à bien la transition énergétique. Seuls, ils n'atteignent pas les objectifs de l'Union européenne selon le scénario CLEVER (Collaborative Low Energy Vision for the European Region) coordonné par l'association Negawatt.

« La sobriété et la pauvreté sont 2 manières de consommer moins. La 1^{ère} est choisie. La 2^{ème}, subie. Généralement dans la violence. »

Jean-Marc Jancovici

Une approche complémentaire s'avère indispensable pour un nombre croissant d'observateurs : la sobriété (*sufficiency* en anglais).

- Recourir à la sobriété énergétique : à la différence des deux autres piliers évoqués plus haut qui sont principalement techniques, la sobriété est l'approche préconisée par le scénario CLEVER (Collaborative Low Energy Vision for the European Region), qui met l'accent sur l'intelligence de l'organisation et le mode de vie.

Mutualiser l'utilisation des biens et services pour réduire nos besoins en énergie

- La mutualisation des biens et services est une clé de la sobriété énergétique. Prenons l'exemple d'une perceuse, dont la durée d'utilisation dans son cycle de vie est de 7 minutes en moyenne. Si dix usagers mutualisent une perceuse plutôt que d'en avoir dix sur leur étagère respective, nous divisons d'autant l'énergie grise nécessaire à la production de l'objet. Dans ce cas, on voit que l'innovation n'est pas technique, mais organisationnelle.
- Exemple à suivre, la bibliothèque à outils Gutt Geschier portée par l'EBL, œuvre dans le sens d'une mutualisation adaptée à de nombreux secteurs, allant des coopératives agricoles qui mettent en commun leur matériel depuis plus d'un siècle ou les buanderies partagées que l'on retrouve dans les pays scandinaves, ou encore, le partage de véhicules. À l'échelle d'une commune aussi, on peut optimiser, par exemple, l'usage d'une infrastructure : le gymnase du lycée qui accueille en journée ses élèves, le soir des clubs de sport et le week-end des amateurs. Pour une énergie grise similaire, vous avez trois usages plutôt qu'un. Il y a ici un nombre certain de freins (organisationnel, culturel, psychologique...) qu'il convient de lever.
- La sobriété énergétique devrait constituer une nouvelle corde à l'arc des responsables politiques et techniques tout comme des citoyen·nes, afin de permettre à tous de choisir plutôt que subir les impacts croissants de la crise climatique et de la contraction énergétique. Les travaux réalisés dans le cadre de « Luxembourg in Transition » démontrent que plutôt que de réduire la qualité de vie, la sobriété augmente celle-ci notamment par la résilience, la qualité environnementale, la qualité nutritive, la diversité sociale, et la capacité à faire face aux aléas climatiques.

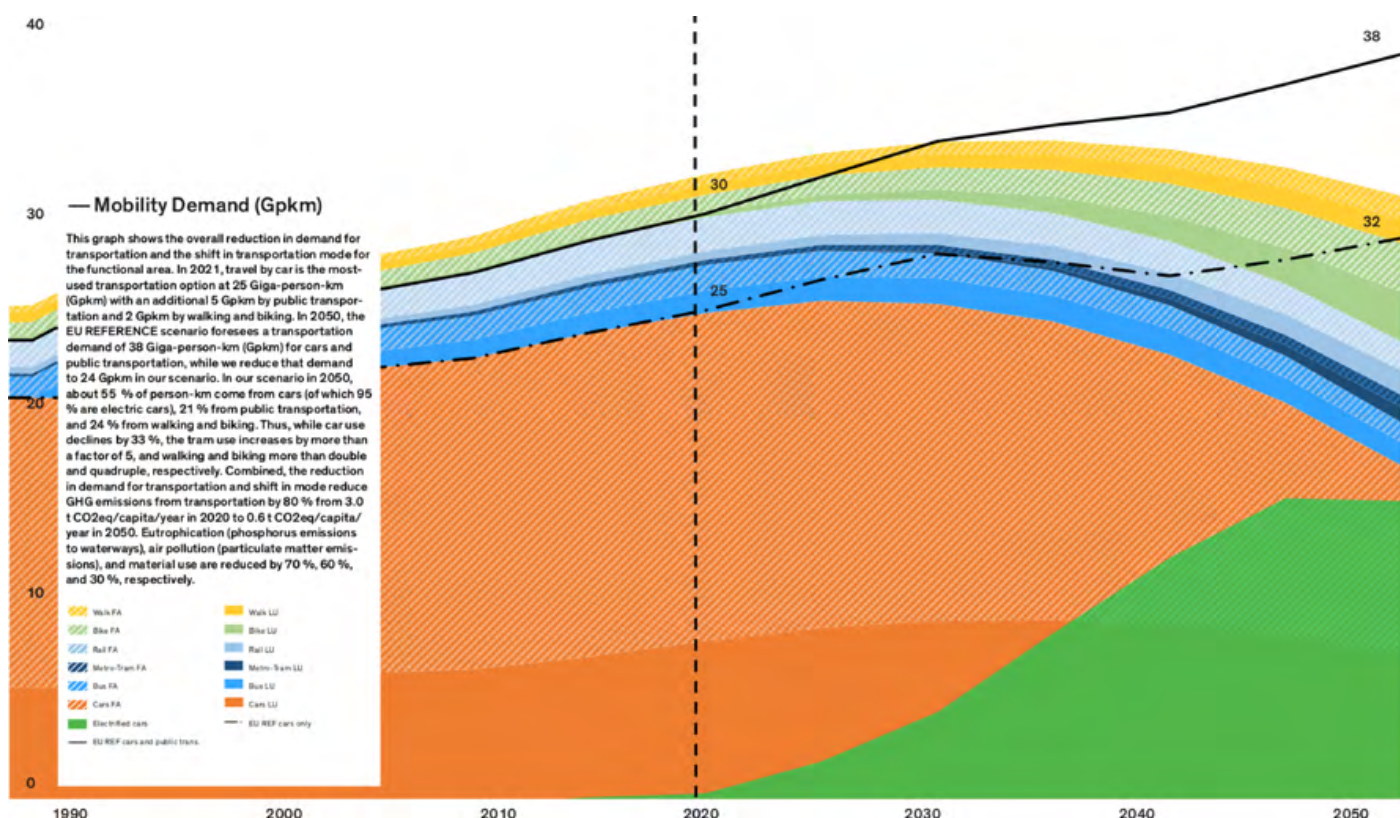
La sobriété prend le problème à l'envers de l'orthodoxie « croissantiste ».

- S'appuyer sur l'économie du doughnut : la sobriété part des limites planétaires connues comme plafond haut et des critères minimums de développement humain comme plancher bas. Dans ce corridor de possibles elle exige de redéfinir notre activité, nos besoins et nos voies de développement, très encadrées jusque là dans une logique de production-consommation. Et cela, afin de passer de l'actuelle économie organisée de la rareté à une économie de l'abondance, non pas nécessairement des biens et des services, mais de l'épanouissement, des relations, du bien-être, des intensités vécues, etc.

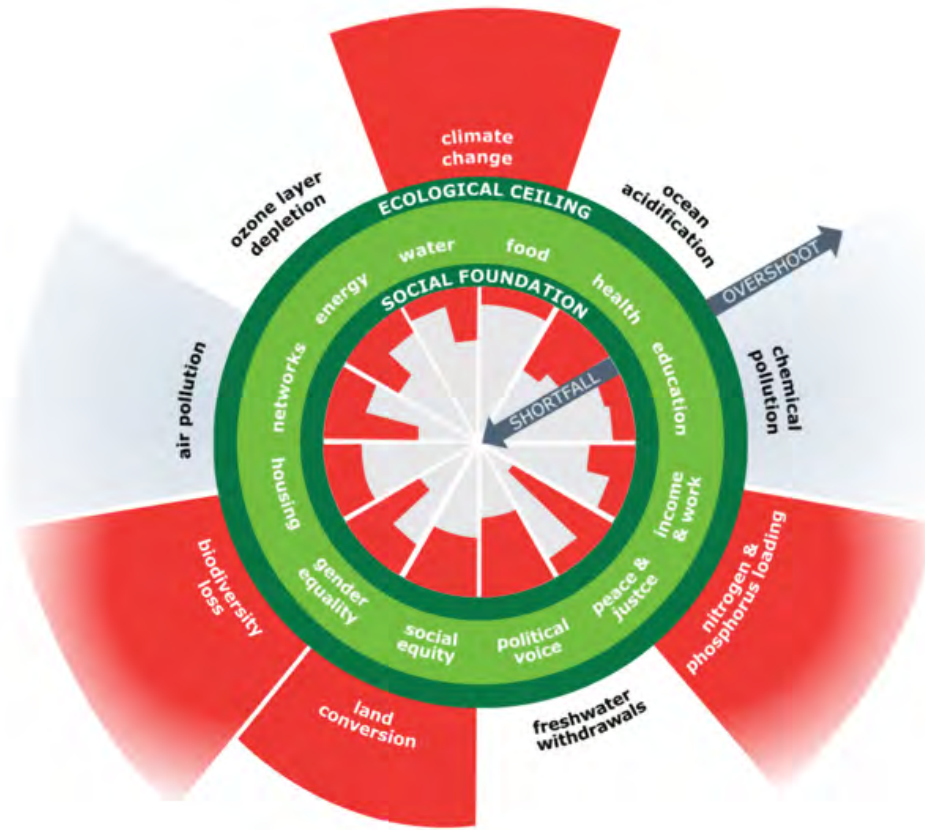
Sobriété et justice sociale : une alliance nécessaire pour réussir la transition énergétique

- Pour réussir la transition énergétique, l'acceptation de la population est cruciale : si une partie des mesures de sobriété amplifie le confort de vie ressenti, d'autres peuvent apparaître à la population comme austères et non désirables. Cette problématique s'inscrit dans le cadre déjà évoqué de l'interaction sociale où les valeurs ne sont pas absolues mais relatives à ses pairs.
- L'équité et la justice sociale sont les bases préalables à de telles politiques pour éviter tout risque de frustration, de sentiment d'injustice entre classes sociales et finalement, de rejet. Le narratif peut se développer autour des valeurs de résilience, de prospérité partagée, de communs, et arguer de tous les bienfaits mesurables et positifs apportés par la sobriété en terme de qualité de vie, de santé, de gains économique et productifs, de développement équilibré. Il apparaît dans plusieurs enquêtes que les citoyen·nes sont enclins et désireux d'aller vers de tels mode de vie.
- La prochaine étape est donc d'identifier les leviers nationaux et locaux de sobriété, de collecter les bonnes pratiques (voir notamment ci-dessous le Energie Suffizienz project) et d'accompagner à leur implantation au Luxembourg, ainsi que d'augmenter l'adhésion de la population.

Léonard Andersen & Benjamin Klein

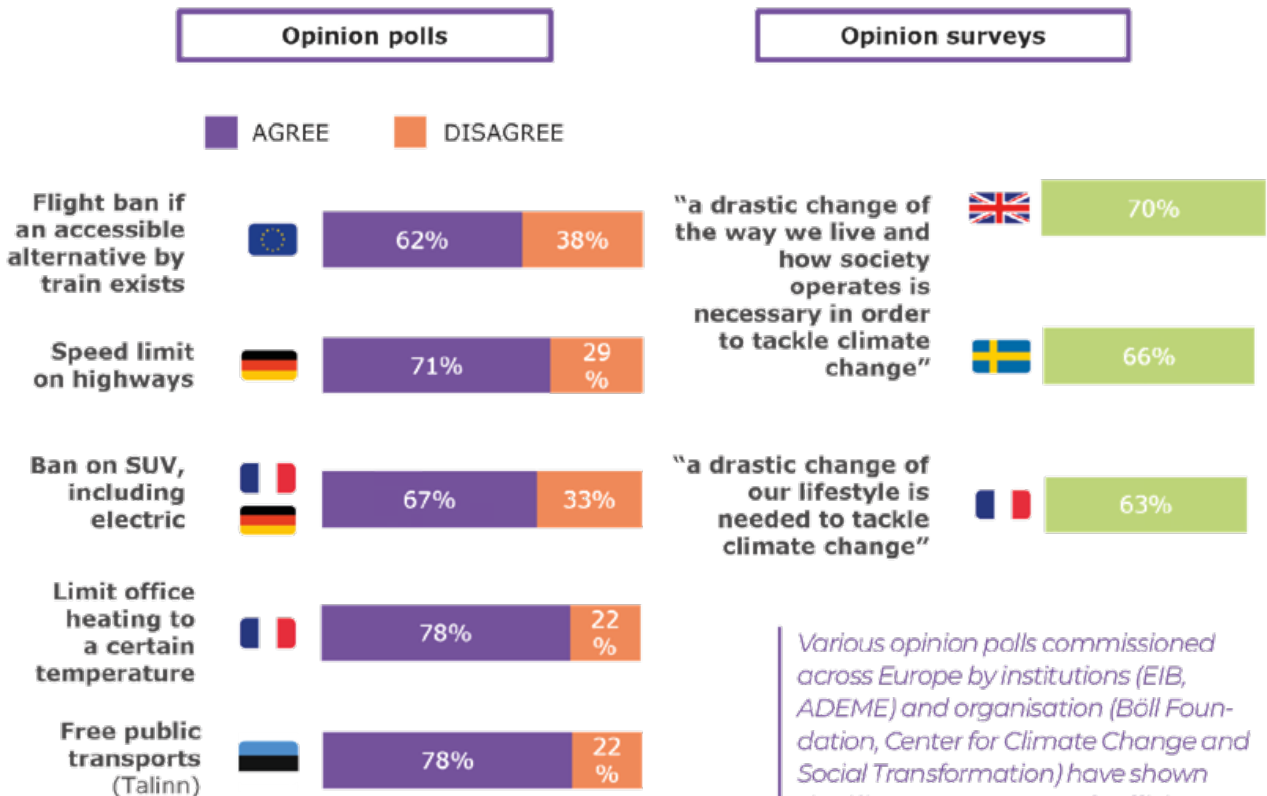


Luxembourg en transition : prospective sur la demande énergétique du secteur du bâtiment postulant entre autre d'un usage plus sobre de l'espace par habitant.



The Doughnut of Social and Planetary Boundaries (2017), Credits: Kate Raworth

Figure 07: Acceptance of sufficiency measures in Europe²⁰



Scénario CLEVER - recensement d'études sur l'acceptabilité des mesures de sobriété en Europe

L'ACTION DE CELL POUR LA SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE

Coopératives énergétiques citoyennes : en collaboration avec Eurosolar Luxembourg, CELL accompagne les coopératives énergétiques citoyennes par la mise en place de rencontres visant à renforcer leur dynamique et leur partage.

Repair Cafés : CELL supporte le développement des Repair Cafés dans les communes, les entreprises et les lycées. Les Repair Cafés évitent l'énergie grise d'objets qui aurait été remplacés s'ils n'avaient pas été réparés.

Sensibilisation : CELL travaille sur la sobriété appliquée au Luxembourg et la sensibilisation des publics aux thématiques de l'énergie.

Sources d'informations

IPCC, Climate Change 2021 The Physical Science Basis Working Group I Contribution to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change.
<https://ourworldindata.org/grapher/per-capita-energy-use?tab=table>

Luxembourg had the fourth-highest share of fossils fuels in TPES (78%) and the highest share of oil in TPES (60%) among IEA member countries. » Luxembourg 2020 - Energy Policy Review, International Energy Agency, 2020.

<https://ourworldindata.org/grapher/co-emissions-per-capita?tab=table>

<https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-/ddn-20220216-1>

<https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-/ddn-20220328-2>

World Energy Outlook 2022, International

Energy Agency, 2022.

<https://energypost.eu/global-explosive-growth-means-1-in-3-new-cars-will-be-electric-by-2030-but-suvs-could-wipe-out-those-gains/>

« Collaborative Low Energy Vision for the European Region (CLEVER) suggests that current EU ambition on 2030 may fall short of setting the EU on its fair share of the remaining 1.5°C compatible carbon budget.(...) CLEVER suggests that about half of the EUs final energy demand reduction potential towards 2050, which, at -55% compared to 2019, is in line with other major demand-focused global North transition scenarios, will come from sufficiency. » https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/13799-Union-de-lenergie-et-de-laction-pour-le-climat-Rapport-dexamen-sur-le-reglement-sur-la-gouvernance/F3433568_fr

AGISSONS ENSEMBLE !

JE SUIS UN·E CITOYEN·NE

- ✓ J'installe des panneaux solaires thermiques et photovoltaïques
- ✓ Je rejoins ou je crée une coopérative énergétique
- ✓ J'adopte des mesures de sobriété énergétique

JE SUIS UN·E POLITIQUE

- ✓ Je réduis le recours aux énergies fossiles et électrifie les usages, je supporte la filière renouvelable et je favorise le développement du réseau pour permettre une décentralisation des sources d'énergie
- ✓ Je décarbone l'industrie avec l'électrification ou l'hydrogène quand c'est nécessaire
- ✓ Je favorise la création de coopératives énergétiques (lever les freins d'installations et renforcer les incitations)
- ✓ Je renforce les politiques de transport décarboné: la mobilité douce, les transports en commun, l'auto-partage, la réduction des distances des trajets et notamment des trajets en avion, le télétravail, etc.
- ✓ Je prends des mesures concourant à des modes de vie sobre énergétiquement : usage plus modéré de l'espace et donc des surfaces chauffées par habitant, limitation de la publicité et de l'incitation à la surconsommation, mise en valeur d'un confort et d'un épanouissement qui ne se basent pas sur des biens et usages à forte intensité énergétique
- ✓ J'appuie la politique de sobriété sur la justice sociale sans laquelle l'acceptabilité deviendra une frustration
- ✓ Je développe une économie du partage (car-sharing, buanderies dans les logements collectifs, leasing, co-working...)
- ✓ Je quitte la logique du jetable et supporter le multi-usage synonyme d'énergie grise sauvée (consigne, augmentation du recyclage)



7. TRANSITION SOCIÉTALE

Nous pouvons considérer la crise climatique comme un “game changer”: c’est-à-dire, une occasion de transformer profondément le système actuel, sans quoi nous allons tout droit vers l’effondrement écologique et social. Mais pour réussir ce changement structurel, il faut bien comprendre que tout est interconnecté.

Il convient donc d’adopter une vision systémique de la crise planétaire pour lancer des processus de transformation efficaces et pertinents de manière simultanée dans différents domaines, par exemple: mettre en place des systèmes alimentaires régénératifs, adopter des modèles coopératifs en matière d’utilisation des énergies renouvelables, de logement, de transports, etc.

Cette modification profonde du système passe aussi par une modification de notre mode de pensée. Cela peut faire peur, et pourtant, c’est une clé très importante qui nous permettra d’atteindre une qualité de vie élevée avec des empreintes écologiques et de carbone bien inférieures aux moyennes nationales. Ceci tout en préservant l’équité, la solidarité et la paix, qui sont des valeurs fondamentales du mouvement de transition écologique et sociale.

7.1 NOTRE VISION POUR DEMAIN

Vivre dans une société résiliente, équitable, solidaire et pacifique.

- Nous rêvons d'une société célébrant et respectant les diversités du vivant.
- Nous voulons bâtir une société nouvelle qui met en œuvre des solutions imaginatives face aux crises actuelles et futures avec la participation de tous·tes.
- Nous pensons que l'équité, la solidarité et la paix sont des valeurs indispensables pour réussir la transition et aboutir à un monde résilient.

7.2 LE PROBLÈME : DE L'INDIVIDUALISME À L'APPAUVRISSMENT DE NOS CAPACITÉS IMAGINATIVES

- Avec une augmentation d'environ 12 % depuis 1960, l'individualisme est à la hausse non seulement dans les pays occidentaux industrialisés, mais presque partout dans le monde, selon une étude publiée dans la revue *Psychological Science*.
- La plupart des pays qui n'ont pas connu de montée des valeurs individualistes étaient parmi ceux ayant les plus faibles développements socio-économiques (Psychomedia).
- Selon le sociologue américain Damon Centola, avant de pouvoir assister à un changement social à grande échelle, il faut atteindre un point de bascule : au moins 25% de la population doit être déjà engagée sur le chemin de ce changement.

Selon les modèles statistiques, l'individualisme aurait augmenté d'environ 12 % dans le monde depuis 1960.

- De 1981 à 2008, seuls 21 à 24 % disent faire spontanément confiance à leurs semblables, quand près des trois quarts des Français affirment au contraire qu'"on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres" (Pierre Bréchon).
- Les études menées en Europe via le Media Pluralism Monitoring (MPM)* montrent qu'entre 2017 et 2020 les risques concernant le manque de neutralité des médias sur le contenu éditorial ont augmenté: seuls cinq pays présentent un risque faible (Allemagne, Danemark, France, Portugal et Pays-Bas) tandis que 11 pays présentent un risque

« Nous vivons une époque de grande anxiété, et selon des recherches en neurosciences, lorsque nous sommes dans un état d'anxiété, notre capacité d'imagination diminue. Nous vivons une période de crise qui exige des réponses imaginatives alors même que notre puissance imaginative commune est appauvrie. L'impact du changement climatique va encore s'aggraver, entraînant l'augmentation du niveau de stress et réduisant toujours plus notre capacité à imaginer. Nous devons donner la priorité à l'imagination à tous les niveaux, dans notre éducation, dans la vie publique, dans l'économie. »

Rob Hopkins

moyen, dont la Belgique et le Luxembourg. La plupart des risques dans le domaine de l'indépendance politique sont liés à l'absence de protection réglementaire ou auto-réglementaire de l'autonomie éditoriale, ou encore, au manque général d'indépendance politique des médias (conflits d'intérêts, etc).

- Les femmes continuent d'être fortement sous-représentées dans la gestion des médias et dans les reportages. Les experts masculins sont plus souvent invités à commenter des programmes et des articles politiques que les expertes féminines, et aucun pays n'a obtenu un risque faible à cet égard, selon les résultats du Media Pluralism Monitoring.

Comment bâtir un nouveau système ?

- Comment promouvoir et renforcer les initiatives communautaires?
- Comment promouvoir la transition intérieure?
- Comment amener le changement transformateur?

7.3 LES SOLUTIONS : REDONNER DE LA VALEUR À LA COMMUNAUTÉ POUR BÂTIR COLLECTIVEMENT UN MONDE DURABLE

Ne pas craindre la transformation, nécessaire pour atteindre la résilience

La transformation est un mot souvent utilisé mais rarement compris, ce qui peut donner lieu à du greenwashing. Le sixième rapport d'évaluation du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) publié en mars 2023, souligne la nécessité d'une « transformation fondamentale externe et interne », qui comprend des changements non seulement au niveau des politiques et de la législation, mais aussi de la culture, des valeurs et des attitudes.

- Bâtir des communautés : les communautés sont au cœur du changement transformateur, comme le mouvement de la transition, les éco-villages, et les approches telles que la permaculture dans des jardins collectifs. Tous ces groupes vivent et expérimentent depuis des décennies le concept changement transformateur, prouvant qu'une vie agréable dans le respect des limites de la planète est possible.
- Développer les Community Led Initiatives (CLI) : se considérant comme des « gardiennes de la Terre », les CLI prennent soin de la nature et du vivant en utilisant des outils de permaculture et de gestion collective. Tels des laboratoires du monde résilient, les CLI mettent en œuvre une vision holistique de la durabilité, et leurs pratiques génèrent des avantages sociaux, culturels et économiques, tout en contribuant significativement aux Objectifs de Développement durables ODD1 : éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde.

La communauté est au cœur de la solution : uni-es autour des valeurs du collectif, nous atteindrons la transformation socio-écologique dont nous avons besoin de toute urgence.

- Donner à la nature des droits légaux, et donc une voix dans les systèmes juridiques et politiques fait partie de la vision systémique des solutions à la crise planétaire.
- Créer un cercle vertueux fondé sur des valeurs communautaires fortes et durables.
- Pour que de telles politiques de transformation puissent exister, les populations doivent exiger un changement systémique et assumer leur rôle d'éco-citoyen·nes, en plaidant en faveur du changement et des politiques, infrastructures et technologies adéquates.
- Les politiques doivent créer des voies pour initier un cercle vertueux vers un changement transformateur.

« Transformative change requires rewriting the rules, reconsidering what is important, redesigning power structures, and reimagining our relationship with the Earth and each other. »

Vandana Shiva

- Favoriser et développer l'apprentissage et l'éducation sont également des piliers importants du processus de transformation collective pour aboutir à une société et une culture durables et stables et durables, aujourd'hui et pour les générations futures.
- Renforcer le lien social et stimuler la motivation des communautés : le renforcement des liens sociaux et socio-écologiques est au fondement de la résilience communautaire ;

bien souvent, l'impact positif sur la santé et le bien-être constitue l'une des principales motivations des communautés pour agir ensemble en faveur d'une vie meilleure dans les limites de la planète, créant ainsi un cercle vertueux par l'intégration des bonnes pratiques, le transfert de connaissances et le plaidoyer.

Magali Paulus

Sources d'informations

<https://penntoday.upenn.edu/news/damon-centola-tipping-point-large-scale-social-change>

L'ACTION DE CELL POUR UNE TRANSFORMATION SOCIÉTALE

Groupes locaux et initiatives citoyen·nes : depuis plus de 10 ans, CELL favorise la création et renforcement de groupes locaux de transition (comme p.ex. Transition Minett, Transition Nord, Transition Dudelange). Toutes nos actions s'inscrivent dans le développement de la conscience du pouvoir et du potentiel des citoyen·nes (groupes locaux, assises pacte climat, assemblées citoyennes, Urbo, Repair Cafés, coopératives...).

Création d'espaces pour l'imaginaire et la réflexion : nous tentons de pousser la création d'espaces pour l'imaginaire et les contre-récits. Ces actions tentent de donner les moyens aux citoyen·nes de repenser, de revoir et de se réapproprier leur relation à la terre.

Transition intérieure : la transition intérieure est aussi un des piliers de notre mouvement. Afin de nous relier différemment avec les autres êtres vivants, nous devons commencer par nous recentrer et nous connaître nous-mêmes.

AGISSONS ENSEMBLE !

JE SUIS UN·E CITOYEN·NE

- ✓ Je démarre ou rejoins une initiative citoyenne locale/régionale
- ✓ Je prends soin de mon hygiène mentale (p.ex. je médite)
- ✓ J'initie et développe de bons contacts de voisinage
- ✓ J'investis dans une initiative pour le bien commun
- ✓ Je me connecte à la nature

JE SUIS UN·E POLITIQUE

- ✓ Je donne de la place aux initiatives collectives
- ✓ Je crée des espaces facilitant l'échange et la collaboration: coworking, tiers-lieux, espaces publics, quartiers favorisant un bon voisinage
- ✓ Je valorise et soutiens des initiatives citoyennes collectives
- ✓ J'introduis des temps de travail réduits, des « congés » de transition
- ✓ Je développe un curriculum / des formations pour les dynamiques collectives du genre formation pour jardins communautaires
- ✓ Je crée des espaces pour l'imaginaire (p.ex. Bureau de l'imagination civile à Bologna)

Sources d'informations

Monitoring Media Pluralism in the Digital Era (<https://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/67828/MPM2020-PolicyReport.pdf?sequence=5&isAllowed=y>)

Ecolise, The European Green Deal: What's in it for community-led initiatives?, 2023
<https://www.communityled.org.uk>



Rédaction : Delphine Dethier (Introduction), Aline Ouvrard et Karine Paris (Transition alimentaire et Respect du vivant), Kasia Krzyzanowski, Gregor Waltersdorfer et Antonine Jacobs (Sobriété économique), Norry Schneider (Territoires en transition), Léonard Andersen et Benjamin Klein (Sobriété énergétique), Magali Paulus (Transition démocratique et Transition sociétale).

Edition et conception : Marion Bur et Jennifer Feschuk

Mise en page : Caroline Schuler

Illustrations : Marine Henry

L'association CELL bénéficie du soutien financier du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

© CELL asbl, 2023

www.cell.lu